

prévention prévue aux articles **R. 4624-10** à **R. 4624-21** réalisée avant l'affectation au poste afin notamment d'orienter sans délai les travailleurs mentionnés au 7° de l'article **R. 4453-8** vers le médecin du travail.

II.- L'employeur met en place un dispositif permettant aux travailleurs de signaler l'apparition de tout effet sensoriel.

Après chaque signalement, l'employeur met à jour, si nécessaire, l'évaluation des risques prévue à l'article **R. 4453-6** et adapte les moyens et mesures de prévention mentionnés à l'article **R. 4453-13**.

R. 4453-26

Décret n°2016-1908 du 27 décembre 2016 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour chaque travailleur concerné, l'employeur identifie et transmet au médecin du travail et aux professionnels de santé mentionnés au premier alinéa de l'article **L. 4624-1** les informations suivantes, qu'il réactualise en tant que de besoin :

- 1° La nature du travail ;
- 2° Les caractéristiques des champs électromagnétiques auxquelles le travailleur est exposé ;
- 3° Les niveaux d'exposition, et le cas échéant, les résultats des mesures, du calcul, ou de la simulation numérique des niveaux de champs électromagnétiques ;
- 4° La fréquence des expositions.

Section 9 : Dispositions particulières applicables aux équipements d'imagerie par résonance magnétique destinés aux soins des patients dans le secteur de la santé ou à la recherche dans ce domaine encadrant le dépassement des valeurs limites d'exposition relatives aux effets sur la santé

R. 4453-27

Décret n°2016-1074 du 3 août 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sans préjudice des dispositions prévues aux sections 1 à 8 du présent chapitre, à l'exception de l'article **R. 4453-16**, les dispositions de la présente section sont applicables à l'installation, à l'essai, à l'utilisation, au développement et à l'entretien des équipements d'imagerie par résonance magnétique destinés aux soins des patients dans le secteur de la santé ou à la recherche dans ce domaine lorsque les mesures de prévention mises en place par l'employeur au titre de l'article **R. 4453-13** ne permettent pas de maintenir l'exposition des travailleurs en deçà des valeurs limites d'exposition relatives aux effets sur la santé.

R. 4453-28

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur démontre l'absence d'alternative possible au dépassement des valeurs limites d'exposition relatives aux effets sur la santé compte tenu de la pratique de travail et consigne la justification dans le document d'évaluation des risques.

L'employeur demande l'avis du médecin du travail et celui du comité social et économique.

R. 4453-29

Décret n°2016-1074 du 3 août 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur définit les mesures et moyens de protection appropriés garantissant que :

- 1° Les travailleurs sont protégés contre les effets nocifs pour la santé et les risques pour la sécurité ;
- 2° L'exposition du travailleur ne soit que temporaire ;
- 3° Le travailleur ne fait l'objet d'aucune contre-indication médicale ;